



Ils veulent financer leur guerre avec l'argent de nos retraites !

Réunis en Conseil européen extraordinaire le 6 mars à Bruxelles, les 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont approuvé le plan « Réarmer l'Europe » d'un montant de **800 milliards d'euros**.

Ces 800 milliards s'ajoutent aux augmentations faramineuses des budgets militaires dans chacun des 27 États.

En France, le 5 mars, lors de son allocution télévisée, Macron a prévenu : « *Face à ce monde de dangers [...], il nous faut nous équiper davantage* » et « *faire de nouveaux choix budgétaires* ».

Le 9 mars, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a indiqué qu'un montant de **100 milliards d'euros par an de dépenses militaires** (soit le double de ce qui existe aujourd'hui) constituerait « *le poids de forme idéal pour les armées françaises*. »

Passer de 50 à 100 milliards signifierait couper à la hache dans les autres dépenses. En commençant par les dépenses consacrées au système de retraite.

Tout le monde y va de son couplet pour expliquer qu'il faut travailler plus longtemps.

Le directeur de Bpifrance, Nicolas Dufourq, dénonce la retraite « *des faux vieux qui sont en fait de vrais jeunes* ». Autant d'argent gaspillé, selon lui, qui devrait être affecté aux canons.

Le président du COR, Gilbert Cette, condamne les débats actuels « *dérisoires* » sur l'abrogation de la réforme des retraites en raison de « *l'entrée progressive, plus ou moins explicite, dans une économie de guerre*. »

Antoine Foucher, ancien directeur de cabinet de l'ex-ministre du Travail Muriel Pénicaud, pointe « *le contraste entre la gravité historique de la situation des Européens [...] et l'actualité française, rabougrie à un colloque hebdomadaire sur l'allongement des retraites [qui] a quelque chose d'indécent et d'irresponsable* »...

En période d'économie de guerre, à en croire les ministres et leurs conseillers, il faudrait que, sans broncher, nous acceptions que nos salaires, nos pensions, nos services publics financent le budget des Armées.

Mais, « **en bas** », on ne se résigne pas. Ce 11 mars, les enseignants de Paris se sont mis en grève et ont manifesté massivement à l'appel de leurs syndicats unis pour leurs revendications. Ils ont contraint la ministre Borne à les recevoir. N'est-ce pas la voie à suivre ?

Non à l'union nationale pour la guerre, oui à l'unité ouvrière pour les revendications !

**MEETING INTERNATIONAL
CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION**

VENDREDI 21 MARS 2025, 19 HEURES

ESPACE CHARENTON, PARIS

327, rue de Charenton Paris 12^e • Métro Porte de Charenton

Adhère au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,

BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du Parti des travailleurs en flashant le QR Code

